

**BUREAU METROPOLITAIN DU
LUNDI 16 JUIN 2025**

NOMBRE D'ELUS METROPOLITAINS EN EXERCICE : 15		
QUORUM : 8		
PRESENTS	REPRESENTES	ABSENTS
12	0	3
OBJET DE LA DECISION		
N° 25/358		
PRECARITE ALIMENTAIRE - ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION D'UN MONTANT DE 20 000 EUROS POUR L'ANNEE 2025 A LA BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE		

Le Bureau Métropolitain de la Métropole TOULON PROVENCE MEDITERRANEE régulièrement convoqué, a été assemblé sous la présidence de Monsieur Jean-Pierre GIRAN.

PRESENTS :

M. Thierry ALBERTINI, Mme Hélène ARNAUD-BILL, M. Robert CAVANNA, M. Jean-Pierre GIRAN, M. Arnaud LATIL, Mme Geneviève LEVY, M. Cheikh MANSOUR, Mme Josée MASSI, M. Jean-Louis MASSON, M. Ange MUSSO, M. Francis ROUX, M. Hervé STASSINOS.

ABSENTS :

M. Robert BENEVENTI, M. Jean-Sébastien VIALATTE, M. Gilles VINCENT.

DÉCISION MÉTROPOLITAINE

N° 25/358

BUREAU DU 16 JUIN 2025

**O B J E T : PRECARITE ALIMENTAIRE - ATTRIBUTION D'UNE
SUBVENTION D'UN MONTANT DE 20 000 EUROS
POUR L'ANNEE 2025 A LA BANQUE ALIMENTAIRE DU
VAR - AUTORISATION DE SIGNATURE**

LE BUREAU MÉTROPOLITAIN,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales,

VU le décret n°2017-1758 en date du 26 décembre 2017 portant création de la
Métropole Toulon Provence Méditerranée,

VU la délibération n°23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au
Bureau,

VU l'avis de la Commission Jeunesse et Sports du 29 avril 2025,

VU le projet de convention annexé,

CONSIDERANT que dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités, de lutte contre la précarité alimentaire et d'aide aux jeunes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles,

CONSIDERANT la conjoncture actuelle avec la hausse des dépenses énergétiques, l'inflation des prix des denrées et l'accroissement du nombre de bénéficiaires de l'aide alimentaire, la Métropole Toulon Provence Méditerranée souhaite poursuivre son engagement dans la lutte contre la précarité alimentaire,

CONSIDERANT qu'à ce titre, la Banque Alimentaire du Var, acteur majeur pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes et l'accès à une alimentation de qualité, s'engage, dans une démarche de solidarité, à apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies et plus particulièrement les jeunes,

CONSIDERANT que cette aide vise notamment à promouvoir une alimentation de qualité par l'achat de denrées alimentaires permettant une distribution auprès des associations du périmètre métropolitain, en réalisant des maraudes, en participant à l'amélioration du camembert nutritionnel par l'achat et la distribution de produits laitiers, par le renforcement de la proximité avec les différents acteurs de ce public Jeunes,

Et après en avoir délibéré,

D E C I D E

ARTICLE 1

D'ATTRIBUER à l'Association Banque Alimentaire du Var une subvention de 20 000 euros (vingt mille euros) pour l'année 2025, dans le cadre de la lutte contre la précarité alimentaire.

ARTICLE 2

D'AUTORISER Monsieur le Président à signer la convention annexée avec l'association Banque alimentaire du Var.

ARTICLE 3

D'AUTORISER Monsieur le Président ou son représentant à prendre tout acte ou à signer tout document tendant à rendre effective cette décision.

ARTICLE 4

DE DIRE que les crédits sont inscrits à l'opération 5224 « Précarité alimentaire » au titre de l'année 2025.

Ainsi fait et délibéré les jours, ou mois et ans que dessus.
Pour extrait certifié conforme au registre.

Fait à Toulon, le 16 juin 2025

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole
Toulon Provence Méditerranée

POUR	12
CONTRE	0
ABSTENTION	0



Convention annuelle d'objectifs La Banque Alimentaire du Var

Entre :

- La Métropole Toulon Provence Méditerranée, ayant son siège à l'Hôtel de la Métropole – 107 Boulevard Henri Fabre – CS 30536 – 83041 TOULON Cedex 9, représentée par son Président en exercice, Monsieur Jean-Pierre GIRAN, dûment habilité par la décision n° du Bureau Métropolitain du 16 juin 2025.

Ci-Après désignée « La Métropole »,

Et

- L'association la Banque Alimentaire du Var, régie par la loi du 1^{er} juillet 1901, ayant son siège, 257 rue Denis Papin, 83130 LA GARDE, représentée par Monsieur Joël GATTULLO, agissant en qualité de Président et habilité à cet effet par les statuts de l'association.

Ci-Après désignée « La Banque Alimentaire du Var »,

Il est préalablement exposé ce qui suit :

Dans le cadre de ses compétences en matière de solidarités, de lutte contre la précarité alimentaire et d'aide aux jeunes, la Métropole Toulon Provence Méditerranée met en place des actions de soutien auprès du secteur associatif et mène des actions en direction des publics les plus fragiles.

A ce titre, et compte tenu de l'intérêt des actions menées par la Banque Alimentaire du Var, acteur majeur pour l'amélioration des conditions de vie des jeunes et l'accès à une alimentation de qualité, la Métropole TPM s'engage à soutenir financièrement les actions de la Banque Alimentaire du Var.

Ceci étant exposé, il est convenu et rappelé ce qui suit :

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole aux actions la Banque Alimentaire du Var, qu'elle s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité pour l'année 2025.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

ARTICLE 2 : DATE D'EFFET ET DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention entre en vigueur à compter de sa date de notification. Elle est conclue au titre de l'année 2025.

ARTICLE 3 : ENGAGEMENTS DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR

La Banque Alimentaire du Var s'engage, dans une démarche de solidarité, à apporter une aide alimentaire aux personnes les plus démunies et plus particulièrement des jeunes, en partenariat avec des associations et organismes sociaux.

Cette aide vise notamment à promouvoir une alimentation de qualité par l'achat de denrées alimentaires permettant une distribution auprès des associations du périmètre métropolitain, en réalisant des maraudes, en participant à l'amélioration du camembert nutritionnel par l'achat et la distribution de produits laitiers, par le renforcement de la proximité avec les différents acteurs de ce public Jeunes.

Elle s'engage par ailleurs à :

- Mentionner le soutien apporté par la Métropole notamment en apposant son logo sur tous supports de communication destinés au public ainsi qu'à l'occasion de toute manifestation publique ou opération médiatique qui pourrait être organisée par ses soins.
- Informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.
- Porter à la connaissance de la Métropole tout changement de statut de l'association. La Banque Alimentaire du Var informe sans délai la Métropole de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des associations et fournit la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.
- Respecter le Contrat d'Engagement Républicain (CER) conformément au décret n° 2021-1947 du 31 décembre 2021 pris pour l'application de l'article 10-1 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000, en vertu duquel les associations et fondations bénéficiant de subventions publiques ou d'un agrément de l'Etat, s'engagent « à respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine ainsi que les symboles de la République (...) », « à ne pas remettre en cause le caractère laïque de la République » et « à s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public ».

ARTICLE 4 : ENGAGEMENTS DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

La Métropole s'engage à soutenir financièrement, pour l'exercice 2025, la Banque Alimentaire du Var à hauteur de 20 000 euros.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025.

ARTICLE 5 : MODALITES DE VERSEMENT DE LA SUBVENTION

La participation financière de 20 000 euros sera versée à la Banque Alimentaire du Var selon les modalités suivantes :

- Un acompte de 50 % soit 10 000 euros, à la notification de la convention.
- Le solde, soit 10 000 euros sur présentation d'un bilan intermédiaire quantitatif, qualitatif et financier au 30 novembre 2025.

La Banque Alimentaire du Var devra adresser à la Métropole TPM un bilan quantitatif et qualitatif de l'action au plus tard dans les 2 mois après l'année échue.

Par ailleurs, les pièces suivantes doivent être communiquées au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice. :

- ✓ Un compte-rendu financier conforme à l'arrêté du 11 octobre 2006 pris en application de l'article 10 de la loi n° 2000-321 du 12 avril 2000 relative aux droits des citoyens dans leurs relations avec les administrations modifiée par la loi n° 2022-217 du 21/02/2022 (formulaire Cerfa n° 15059*02). Ce compte-rendu financier devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées.
- ✓ Un rapport annuel d'activités.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par la Banque Alimentaire du Var lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

ARTICLE 6 : OBLIGATIONS FINANCIERES ET COMPTABLES DE LA BANQUE ALIMENTAIRE DU VAR

La Banque Alimentaire du Var adopte un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n° 2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables.

La Banque Alimentaire du Var doit faire approuver et certifier conformes leurs comptes par leur Président.

La Banque Alimentaire du Var valorise et précise les mises à dispositions de personnes, de biens meubles ou immeubles dans leurs comptes annuels.

La Banque Alimentaire du Var doit communiquer à la Métropole au plus tard 6 mois après la date d'arrêt des comptes, l'ensemble des documents visés à l'article 5 de la présente convention.

ARTICLE 7 : CONTROLES PAR LES SERVICES DE LA METROPOLE TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, la Banque Alimentaire du Var s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion.

ARTICLE 8 : EVALUATION DU PROJET

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base des critères suivants :

Indicateurs	Cible 2024
Achats de produits laitiers (quantité)	4 tonnes de yahourts/2 tonnes de fromages/2 tonnes de produits laitiers divers
Partenariats réalisés	FEDET, Croix Rouge, Secours Catholique, Epicerie Etudiants, Les Amis de Jéricho...
Nombre de jeunes ciblés	1 000 jeunes 18-25 ans
Amélioration de la qualité du camembert nutritionnel	+2 %/an

Ces indicateurs devront être renseignés sur la base des éléments définis en annexe I de la présente convention et figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les 6 mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec la Banque Alimentaire du Var afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, la Banque Alimentaire du Var s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

ARTICLE 9 : SANCTIONS EN CAS DE NON RESPECT DES OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

En cas d'inexécution par la Banque Alimentaire du Var de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandé avec accusé de réception après avoir préalablement invité la Banque Alimentaire du Var à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de la Banque Alimentaire du Var à présenter leurs observations.

La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

ARTICLE 10 : MODIFICATION DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai de 1 mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

ARTICLE 11 : RENOUVELLEMENT

La convention est conclue pour l'année 2025.

En cas de demande de renouvellement, la Banque Alimentaire du Var procédera au dépôt d'un nouveau dossier de demande de subvention.

L'instruction de la demande de renouvellement ne pourra se faire que si l'ensemble des justificatifs mentionnés à l'article 5 de ladite convention a été produit.

ARTICLE 12 : ASSURANCE ET RESPONSABILITES

La Banque Alimentaire du Var s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

En cas de renouvellement de contrat pendant la durée de la convention, l'association devra envoyer l'attestation d'assurance renouvelée à la Métropole sans délai.

ARTICLE 13 : POLITIQUE DE GESTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : donnees_personnelles@metropoletpm.fr
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex www.cnil.fr

ARTICLE 14 : RECOURS

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

ARTICLE 15 : ANNEXES

La présente convention comporte 1 annexe :

- *Annexe I : fiche action.*

Fait en deux exemplaires, à Toulon.

La Métropole
Toulon Provence Méditerranée

L'association La Banque Alimentaire du Var

Jean-Pierre GIRAN

Joël GATTULO

Annexe 1

FICHE D'INSTRUCTION DEMANDE DE SUBVENTION 2025

Service Jeunesse et Proximité

Porteur de projet :

Banque Alimentaire du Var

Adresse : 257 rue Denis Papin, 83130 La Garde

Président : Joël Gattullo

Tel : 06 10 63 44 53

Mail : ba830.president@banquealimentaire.org

Intitulé de l'action : Améliorer la qualité de la distribution alimentaire auprès du public Jeunes.

Nombre de salariés de la structure : 6

ACTION : Améliorer la qualité de la distribution alimentaire auprès du public Jeunes

Axe d'intervention TPM :

Jeunesse et Proximité : lutte contre la précarité alimentaire.

Montant demandé 2025 : 20 000 €

Typologie du public :

Jeunes de 18 à 25 ans (étudiants, en vie active, en situation de précarité sur TPM).

Rayonnement de l'action/Communes concernées :

Secteur d'intervention s'étendant sur le périmètre de TPM et les communes environnantes.

Action : renouvellement.

Objectifs poursuivis par l'action

90 associations sont adhérentes auprès de la Banque Alimentaire, dont 46 sur le périmètre de TPM. 10 associations principalement concernées par un public Jeunes.

Achats de denrées permettant une distribution auprès des associations du périmètre métropolitain avec un focus en direction du public Jeunes :

- Maraude-Accueil de jour (Les Amis de Jéricho, Archaos).
- Participation à l'amélioration du camembert nutritionnel par l'achat et la distribution de produits laitiers.
- Expertise d'une diététicienne en consultation via le Codes.
- Expérimentation d'un pôle Jeunes 18-25 ans avec une coordination des associations adhérentes (Fedet, Epicerie Etudiants, Secours Catholique, Croix Rouge...).

Il s'agit de :

- Cibler l'achat des denrées sur les produits laitiers. En effet, après une première analyse du camembert nutritionnel et avis du médecin biologiste bénévole de la Banque Alimentaire, il apparaît que les produits laitiers frais sont grandement déficitaires de la distribution (yaourts, fromages etc.). La Banque Alimentaire propose donc d'y remédier en faisant appel aux industriels de l'agroalimentaire. Cette expérimentation entre dans le cadre d'une adaptation des modes de prospection de la Banque Alimentaire. En effet, la diminution drastique des produits issus de la grande distribution contraint à changer de paradigme.
- Créer un pôle public jeunes 18- 25 ans afin de cibler au mieux le public Jeunes et de répondre à des besoins en denrées alimentaires non pourvues par le FSE.
- Renforcer la proximité avec les différents acteurs de ce public Jeunes. L'amélioration de la distribution permettra de passer à un niveau plus intensif auprès des différents partenaires, sensibles à aider cette population souvent démunie.
- Au-delà des produits laitiers, première cible, il est proposé d'affiner la recherche en cohérence avec le conseil départemental à l'éducation de la santé pour lutter contre la malnutrition. En effet les protéines animales, indispensables, sont en diminution et pourraient être remplacées par des protéines végétales. Un groupe de travail est en voie de composition (ARS, CODES, Banque Alimentaire, diététicienne).

Public cible	Territoire
Public Jeunes, étudiants et non étudiants	Ensemble du périmètre TPM

Calendrier	
Date de mise en place	Durée
1 ^{er} janvier 2025	31 décembre 2025.

SUIVI – EVALUATION

L'Association rendra compte à la Métropole TPM de ses activités. Un suivi sera réalisé annuellement. A cet effet, l'association s'engage à lui fournir, un bilan annuel : un rapport d'activité sous la forme **d'un bilan d'ensemble qualitatif et financier de la mise en œuvre de l'activité subventionnée comprenant les éléments suivants** :

Indicateurs de référence, de suivi et de résultats :

Indicateurs	Cible 2025
Achats de produits laitiers (quantité)	4 tonnes de yaourts/2 tonnes de fromages/2 tonnes de produits laitiers divers
Partenariats réalisés	FEDET, Croix Rouge, Secours Catholique, Epicerie Etudiants, Les Amis de Jéricho...
Nombre de jeunes ciblés	1 000 jeunes 18-25 ans
Amélioration de la qualité du camembert nutritionnel	+2 %/an

Moyens humains pour cette action : médecin biologiste (bénévole Banque Alimentaire), diététicienne, commercial agroalimentaire (démarchage), FFBA réseau, préparateur de commandes/paniers Banque alimentaire.

PLAN DE FINANCEMENT DE L'ACTION

Budget de l'action : 79 000 €.

Dépenses prévisionnelles 2025		Recettes prévisionnelles 2025	
79 000 €		79 000 €	
Achats	34 000 €	Fonds propres	14 000 €
Stockage et transport	20 000 €	Crédit Mutuel	20 000 €
Charges de Personnel	25 000 €	Agrial	25 000 €
		Subvention TPM	20 000 €

Montant demandé par la Banque Alimentaire du Var	20 000 €.
Montant proposé par le service Jeunesse et Proximité	20 000 € (pour mémoire 26 000 € en 2024)

Avis de la Commission

☒ Avis favorable

☐ Avis défavorable

☐ Avis favorable sous conditions

